



*Catherine MORIN-DESAILLY*  
*Sénatrice de la Seine Maritime*  
*Adjointe au Maire de Rouen*

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **Référendum sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe : Catherine MORIN-DESAILLY (UDF / Seine-Maritime) regrette le choix d'une partie des Français**

Catherine MORIN-DESAILLY est attristée du choix fait par de nombreux Français de donner un coup d'arrêt au projet européen en renonçant aux avancées qu'offre le traité constitutionnel. Alors que cette Constitution va très loin, donnant pour la première fois force juridique aux valeurs d'humanisme, de tolérance, de justice, d'égalité, de démocratie en intégrant notamment dans sa partie 2 la charte des Droits fondamentaux, les Français n'ont pas mesuré l'exemple que cela constituerait pour le reste du monde.

Déçue, mais pas surprise, tant le malaise politique, social, moral qui mine désormais notre pays s'est accru dans les derniers mois, tant le fossé entre les citoyens en quête de réponse à leurs problèmes quotidiens et une classe politique qui semble ne plus les écouter plus, s'est approfondi. Constat que les parlementaires centristes n'ont pas cessé de souligner depuis trois ans.

En dépit de cela, constatant que ce vote n'est ni un vote pour l'Europe, ni un vote pour la France, elle regrette que ce débat ait été l'occasion pour certains responsables politiques de détourner l'enjeu de ce texte du véritable intérêt de la France et de l'Europe en multipliant des contrevérités sur ce traité et parfois des slogans populistes. Certains même, bien connus localement, allant même jusqu'à contredire ce qu'ils ont eux-mêmes signé et ce pourquoi ils s'étaient engagés auparavant. Elle constate que le non n'a jamais uni mais qu'il divise.

Elle s'indigne de la confusion sciemment entretenue par des partisans du « non », en constituant des coalitions de circonstance qui n'auront aucun avenir.

Sa pensée va vers nos partenaires européens, pour lesquels la France reste un des principaux moteurs de cette construction européenne qui, dubitatifs et incrédules, pensaient que, malgré tout, la France pouvait continuer à tracer la voix.

Cela risque d'entraîner recul du processus de construction européenne au sein duquel la France va s'isoler.